



**SOUTENIR DES
COMMUNAUTÉS DE FEMMES POUR INFLUENCER
LES DEMANDES DE FINANCEMENT C19RM :**

ÉTUDE DE CAS

**SUR L'ASSISTANCE
TECHNIQUE À COURT TERME
DANS QUATRE PAYS**



**WOMEN4
GLOBALFUND**

SOUTENIR DES COMMUNAUTÉS DE FEMMES POUR INFLUENCER LES DEMANDES DE FINANCEMENT C19RM:

ÉTUDE DE CAS

SUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE À COURT TERME DANS QUATRE PAYS

La présente étude de cas examine l'assistance technique (AT) à court terme fournie par Women4GlobalFund (W4GF) et par la Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH – Afrique de l'Est (ICWEA) à des femmes, y compris des adolescentes et des jeunes femmes, afin de les aider à identifier des priorités clés à inclure dans les demandes de financement C19RM 2021 dans quatre pays : le Botswana, le Cameroun, la Tanzanie et la Zambie.

W4GF a fourni trois jours d'AT virtuelle au Cameroun et en Zambie, tandis que l'ICWEA a fourni une AT plus approfondie en personne (12 jours par pays) au Botswana et en Tanzanie. Ce soutien a été financé par l'Initiative stratégique Communauté, Droits et Genre (IS CDG) du Fonds mondial.

La présente étude de cas vise à examiner l'AT fournie et à souligner les principaux impacts, avantages, défis et enseignements tirés de celle-ci. Elle formule également des recommandations à l'intention du Fonds mondial, à la lumière de résultats de la recherche. Cette analyse et ces observations s'ajouteront à un corpus croissant de connaissances sur la meilleure façon d'aider les femmes et d'autres communautés marginalisées à s'impliquer auprès du Fonds mondial dans leurs pays – ce qui inclut de faire en sorte que l'Instance de coordination nationale (CCM) reconnaisse leurs besoins et priorités et y réponde.

Note : Dans le présent document, la forme grammaticale féminine est utilisée de façon générale et n'exclut pas les intervenants et alliés de genre masculin.

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	4
Réception et impact de l'AT	4
Enseignements tirés	5
Recommandations	6
Introduction et aperçu :	
pourquoi des communautés de femmes ont-elles demandé une AT? 9	
Décider comment et où fournir une AT axée sur les femmes	10
À propos de l'AT :	
quelle forme d'AT a été fournie et comment était-elle organisée? 12	
Processus de prestation de l'AT	12
Identification des participantes	13
Attentes et contenu des documents sur les priorités	14
Réception de l'AT :	
enthousiasme généralisé, malgré certains défis liés au processus	16
Impact et résultats de l'AT :	
conclusions et observations 18	
Dans quelle mesure les priorités des femmes ont-elles été intégrées dans les subventions C19RM de 2021?	18
Exemples d'inclusion et d'intégration	19
Autres impacts : renforcement de l'implication et des capacités des communautés de femmes	21
Enseignements tirés 23	
Recommandations 27	
<hr/>	
Annexe 1	
Méthodologie	30
Annexe 2	
Instantané de l'impact : analyse des demandes de financement soumises par les CCM	31

SOMMAIRE

Élaboré et mis en œuvre par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial), le Dispositif de riposte au COVID-19 (C19RM) a octroyé des fonds supplémentaires aux échelons national et régional (par le biais de subventions multipays) afin de répondre à des défis de la prestation des services liés au VIH, à la tuberculose (TB) et au paludisme, en conséquence de la pandémie de COVID-19 et des mesures adoptées par les pays. Pour combler des lacunes existantes en matière d'influence et d'implication, l'Initiative stratégique Communauté, Droits et Genre (IS CDG) du Fonds mondial soutient un éventail d'occasions d'assistance technique (AT) pour les communautés et les groupes marginalisés, afin d'assurer leur implication significative dans le C19RM.

L'IS CDG du Fonds mondial a demandé à Women4GlobalFund (W4GF) et à la Communauté internationale des femmes vivant avec le VIH – Afrique de l'Est (ICWEA) de fournir une AT à court terme à des défenseuses de la santé et des droits des femmes et à des prestataires de services, dans le cadre du C19RM. En mai et juin 2021, W4GF a fourni une AT à distance et virtuelle, sur trois jours, dans cinq pays : le Cameroun, la République dominicaine, la Jamaïque, le Venezuela et la Zambie. Au cours de la même période, l'ICWEA a fourni une AT à court terme entre paires dans quatre pays (à raison de 12 jours par pays) : le Botswana, le Kenya, l'Afrique du Sud et la Tanzanie. La présente étude de cas examine le processus et les résultats de l'AT dans quatre de ces pays : le Cameroun et la Zambie (présentés par W4GF), et le Botswana et la Tanzanie (présentés par l'ICWEA).

L'AT avait pour principal objectif d'aider les défenseuses de la santé et des droits des femmes et les prestataires de services à établir une liste de domaines et d'interventions prioritaires à inclure dans la demande de financement C19RM 2021 de leur pays. Cette liste de priorités a ensuite été consolidée en un document détaillé de cinq pages comprenant des données probantes et des analyses à l'appui des interventions et domaines prioritaires demandés.

Les documents sur les priorités issus des quatre processus d'AT présentent d'importantes similarités. Dans toutes les demandes figuraient des énoncés et des interventions visant à renforcer et à assurer l'implication des femmes dans la direction, la réalisation et le suivi de la prestation des services afin de réduire la vulnérabilité des femmes dans toute leur diversité devant le VIH, la TB, le paludisme et les principaux impacts du COVID-19, tels que la violence accrue à l'égard des femmes.

RÉCEPTION ET IMPACT DE L'AT

Selon la recherche sur laquelle s'appuie la présente étude de cas, la plupart des participantes et des prestataires de services ont une opinion positive de l'ensemble du processus d'AT, que ce soit son mode de prestation ou les enseignements tirés. Certaines

personnes interviewées ont toutefois signalé des défis et des lacunes du processus d'AT, dans un ou plusieurs des quatre pays. Pratiquement toutes les répondantes ont souligné le peu de temps alloué à la préparation de l'AT et à sa prestation.

L'impact de l'AT s'observe à divers degrés dans le langage et le contenu des demandes de financement. **Il est évident que les documents sur les priorités des femmes ont directement et indirectement influencé des décisions dans la rédaction des demandes de financement C19RM.** Dans tous les pays, on constate que les demandes de financement reprennent intégralement des passages des documents sur les priorités ou reflètent de façon reconnaissable ce qui y était demandé.

Au-delà d'une inclusion dans les demandes de financement, l'AT a eu pour impacts de :

- › Renforcer la capacité des femmes des quatre pays à s'impliquer de manière significative dans des processus importants du Fonds mondial. Grâce à cet exercice d'habilitation, les femmes ont acquis des connaissances et des compétences pour mieux revendiquer l'augmentation et le maintien de services qui sont vitaux pour les femmes vivant avec le VIH, la TB, le paludisme, le COVID-19 et d'autres problèmes de santé et de bien-être, et qui y sont vulnérables.
- › Améliorer la qualité de la mise en œuvre des subventions C19RM, en permettant aux communautés de femmes de responsabiliser leurs instances de coordination nationale (CCM) pour qu'elles veillent à ce que les fonds du C19RM aient l'effet escompté décrit dans les demandes de financement.
- › Rassembler des communautés de femmes qui ne s'étaient que rarement ou jamais impliquées dans un tel travail, y compris des représentantes de divers groupes comme les femmes transgenres, les femmes vivant avec un handicap et les jeunes femmes vivant avec le VIH ou la TB. Leurs voix et leurs contributions sont essentielles à ce que personne ne soit laissé pour compte ou marginalisé davantage; il est à espérer que leur participation à ces processus d'AT spécifiques au C19RM créera un précédent pour une implication soutenue à l'avenir.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

L'un des principaux constats tirés est que **l'AT à court terme comme celle de W4GF et de l'ICWEA peut influencer le contenu des demandes de financement C19RM.**

Toutefois, un message incontournable est à retenir : **les CCM n'ont pas considéré comme vitales et essentielles de nombreuses priorités des femmes**, même si le Fonds mondial avait souligné l'importance des activités bénéficiant aux communautés et aux populations vulnérables et dirigées par celles-ci. Il ressort clairement de l'examen des demandes de financement qu'un nombre disproportionné d'activités et d'interventions clés dans la perspective des femmes a été placé dans le segment des demandes

d'allocation au-delà de la somme de base. Ceci est préoccupant, car les activités au-delà de la somme de base sont considérées comme étant moins prioritaires que celles qui font partie des demandes d'allocation de base et ont beaucoup moins de chances de financement.

Voici quelques-uns des autres enseignements tirés :

- › La rapidité et la temporalité de l'AT à court terme donnent lieu inévitablement à un processus qui ne peut répondre à toutes les demandes ou à tous les besoins.
- › Le fait de disposer de preuves pertinentes avant le processus d'AT (par exemple, des données concernant l'impact du COVID-19 sur les femmes) peut contribuer à accélérer l'établissement des priorités et à renforcer les résultats.
- › La présence de « championnes » dans des équipes de rédaction et des CCM facilite souvent le processus et ouvre des portes importantes. Au Cameroun, la directrice du groupe de la société civile locale qui a officiellement demandé l'AT était la vice-présidente de la CCM; au Botswana, l'experte locale qui a supervisé l'AT était à la fois membre de la CCM et de l'équipe de rédaction; et en Zambie, la cheffe de l'équipe de rédaction de la société civile (laïque) a non seulement participé à la consultation initiale sur l'AT, mais également à la rédaction et à la finalisation du document sur les priorités.
- › Des collaborations avec les réseaux de la base et l'utilisation des plateformes existantes renforcent l'implication des femmes dans toute leur diversité, y compris les adolescentes, les jeunes femmes et les populations clés et vulnérables.
- › Pour assurer la participation à part entière des femmes dans toute leur diversité, il peut être essentiel de faire en sorte que toutes les participantes aient des connaissances adéquates sur le C19RM et le Fonds mondial en général.
- › La détermination des coûts est difficile et complexe; les communautés de femmes ont besoin d'un plus grand soutien pour identifier les variables et les intrants clés du calcul des coûts et pour accéder aux directives et aux modèles existants du Fonds mondial en la matière.

RECOMMANDATIONS

À la lumière des résultats de la recherche, les recommandations suivantes – y compris les enseignements tirés (qui incluent des suggestions) – sont adressées au Fonds mondial :

- › **Accorder plus de temps aux processus d'AT** afin de permettre une implication à part entière des communautés, quelle que soit la période¹ choisie par le pays. Une approche possible serait d'**élargir la portée et l'ampleur de l'AT pour que l'implication soit renforcée et continue**. Cela pourrait inclure de financer un plus grand nombre de jours d'AT, même dans le cadre d'une AT brève et virtuelle; de

1 Période 1 – 14 mai 2021; Période 2 – 31 mai 2021; Période 3 – 15 juin 2021; Période 4 – 30 juin 2021; Période 5 – 16 juillet 2021; Période 6 – 17 septembre 2021.

rendre obligatoires ou d'encourager fortement les réunions locales en personne (pourvu que les conditions locales le permettent pendant la pandémie); et de faire en sorte que le processus d'AT couvre l'ensemble du processus de rédaction de la demande de financement et ne se limite pas à l'établissement et à la proposition de priorités.

- › **Veiller à ce que tous les documents finaux associés au processus d'AT soient facilement et régulièrement accessibles à toutes les parties impliquées.** Ceci est important afin de développer et de maintenir l'appropriation, de partager des expériences dans divers contextes et de renforcer l'intérêt et les capacités des femmes et des filles (y compris la responsabilisation face à la mise en œuvre de la subvention C19RM). Dans le cadre de cet effort, le Fonds mondial devrait rappeler à tous les pays auteurs de demandes de financement C19RM qu'ils devraient au minimum partager leurs demandes finales de financement approuvées (incluant les budgets détaillés) avec les communautés, y compris les défenseuses des droits des femmes.
- › **Développer des conseils clairs et détaillés sur le calcul des coûts spécifiquement pour les communautés : ces conseils devraient être accessibles au public et mis à jour régulièrement.** Entre autres éléments clés, cela pourrait inclure des renseignements et des exemples concernant le calcul des coûts des activités de suivi réalisées par les communautés ainsi que la budgétisation et la précision des coûts dans une perspective qui tient compte du genre.
- › **Investir dans des réseaux mondiaux de femmes qui se concentrent sur les enjeux et les développements liés au Fonds mondial et qui en discutent régulièrement.** Il est essentiel d'établir, parmi les femmes au palier local, une base solide de capacités et d'intérêt à s'impliquer dans le Fonds mondial. Des groupes comme W4GF, l'ICWEA et d'autres rehaussent sans cesse la connaissance et la compréhension du Fonds mondial parmi les femmes et les filles à travers le monde. Une meilleure capacité à communiquer des informations essentielles à un plus grand nombre de femmes accroîtra l'efficacité du travail et de l'implication des intervenantes locales dans les processus d'AT et des activités plus générales du Fonds mondial dans leurs pays.
- › **Explorer des moyens de garder les femmes informées et impliquées.** Après le dépôt des documents sur les priorités, le suivi auprès des participantes a été très limité. En décembre 2021, plusieurs mois après la fin de l'AT – et après que le Fonds mondial ait officiellement approuvé les subventions de tous les pays et les ait informés de ce qu'ils allaient recevoir – de nombreuses femmes ne savaient pas si leurs demandes avaient été incluses dans les demandes de financement ou quels progrès avaient été faits.

Des répondantes à la recherche pour la présente étude de cas ont proposé que le Fonds mondial et ses partenaires investissent dans trois domaines complémentaires en vue d'une implication élargie et continue des participantes à l'AT :



- 1 Faire en sorte qu'au moins certaines participantes à l'AT puissent s'impliquer à toutes les étapes du processus du C19RM, y compris la mise en œuvre, l'examen et le suivi;
- 2 Établir un mécanisme pour informer les communautés de femmes de ce qui s'est passé et des façons de s'impliquer à l'avenir; et
- 3 Évaluer en détail et sans tarder l'impact de ce type d'AT.

INTRODUCTION ET APERÇU : POURQUOI DES COMMUNAUTÉS DE FEMMES ONT-ELLES DEMANDÉ UNE AT?

Élaboré et mis en œuvre par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial), le Dispositif de riposte au COVID-19 (C19RM) a octroyé des fonds supplémentaires aux échelons national et régional (par le biais de subventions multipays) afin de répondre à des défis de la prestation des services liés au VIH, à la tuberculose (TB) et au paludisme, en conséquence de la pandémie de COVID-19 et des mesures adoptées par les pays face à celle-ci.

L'occasion de financement spéciale créée par le C19RM est particulièrement précieuse pour les femmes qui, dans plusieurs pays, sont affectées de manière disproportionnée par les répercussions du COVID-19 et par les politiques et les efforts déployés pour contrôler sa propagation. Le COVID-19 a mis en relief et a exacerbé des vulnérabilités et des inégalités existantes qui affectent quotidiennement la santé et la vie des femmes et des filles – notamment en ce qui concerne la stabilité économique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la santé et la sécurité d'ordre général (y compris la sécurité devant la violence), l'autodétermination et la possibilité de jouir de leur santé sexuelle et reproductive ainsi que de leurs droits en la matière.

Toutes ces vulnérabilités augmentent le risque de contracter le VIH, la TB et le paludisme et compliquent l'existence des femmes vivant avec l'une ou l'autre de ces maladies. Elles sont au nombre des effets considérables décrits dans le récent [Rapport sur les résultats](#) du Fonds mondial, publié en septembre 2021, qui souligne l'impact dévastateur qu'a eu le COVID-19 sur les programmes de lutte contre le VIH, la TB et le paludisme en 2020.²

La nécessité de joindre davantage de femmes et de filles et de les soutenir devrait donc être une priorité absolue du Fonds mondial, dans l'utilisation des fonds du C19RM par les pays pour atténuer l'impact du COVID-19. Sans une implication significative des femmes et des filles, les pays ne parviendront pas à identifier les actions et les interventions les plus nécessaires. Cette participation cruciale est souvent difficile à atteindre si les besoins des femmes ne sont pas pris au sérieux et si elles sont exclues des processus décisionnels.

Pour combler des lacunes existantes en matière d'influence et d'implication, l'Initiative stratégique Communauté, Droits et Genre (IS CDG) du Fonds mondial soutient un éventail d'occasions d'assistance technique (AT) pour les communautés et les groupes marginalisés, afin d'assurer leur implication significative dans tous les processus, structures et systèmes du Fonds mondial. L'IS CDG du Fonds mondial a demandé à Women4Global Fund (W4GF) et à la Communauté internationale des

2 Le Rapport sur les résultats du Fonds mondial révèle l'impact dévastateur du COVID-19 sur les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme » (<https://www.theglobalfund.org/fr/news/2021-09-08-global-fund-results-report-reveals-covid-19-devastating-impact-on-hiv-tb-and-malaria-programs/>)

femmes vivant avec le VIH – Afrique de l’Est (ICWEA) de fournir une AT à court terme à des défenseuses de la santé et des droits des femmes et à des prestataires de services dont la sélection relevait de défenseuses qui ont accepté de diriger ce processus au palier national. En mai et juin 2021, W4GF a fourni une AT à distance et virtuelle, sur trois jours, dans cinq pays : le Cameroun, la République dominicaine, la Jamaïque, le Venezuela et la Zambie. Au cours de la même période, l’ICWEA a fourni une AT à court terme entre paires dans quatre pays (à raison de 12 jours par pays) : le Botswana, le Kenya, l’Afrique du Sud et la Tanzanie.

La présente étude de cas examine le processus et les résultats de l’AT dans quatre de ces pays : le Cameroun et la Zambie (présentés par W4GF), et le Botswana et la Tanzanie (présentés par l’ICWEA). Ces pays ont été choisis pour l’étude de cas pour différentes raisons, notamment l’accès aux informations pertinentes, la capacité d’assurer la réalisation du travail dans des délais serrés, et la diversité géographique et contextuelle. Ces quatre pays ont également connu des perturbations clairement identifiées de services essentiels de lutte contre le VIH, la TB et le paludisme, en raison du COVID-19, notamment en ce qui concerne le dépistage du VIH, l’amorce du traitement antirétroviral (TAR) et la notification/enregistrement des cas de TB. De plus, des données probantes et des observations ont révélé dans chacun de ces pays l’impact négatif de la pandémie sur des mesures plus générales de la santé et du bien-être chez les femmes, en particulier parmi les populations clés et vulnérables.

Annexe 1 décrit la méthodologie utilisée dans le cadre de l’étude de cas, y compris des interviews individuelles et une enquête en ligne.

DÉCIDER COMMENT ET OÙ FOURNIR UNE AT AXÉE SUR LES FEMMES

W4GF a consulté des défenseuses et des organisations de femmes, les cinq plateformes régionales CDG (Amérique latine et Caraïbes, Europe de l’Est et Asie centrale, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afrique orientale et australe) et d’autres prestataires clés d’AT dans le cadre du C19RM, y compris l’ICWEA, et a collaboré avec elles pour déterminer dans quels pays l’AT allait être fournie.³ Cela a permis à W4GF d’éviter les doublons et de concentrer l’AT dans des pays et des communautés de femmes sans soutien, ou avec un soutien sans point de mire spécifique sur les droits des femmes et le genre ou sur leur inclusion. Dans les pays où l’AT était considérée comme lacunaire ou non centrée sur les femmes, W4GF a contacté des défenseuses locales pour déterminer si elles avaient besoin d’AT.

³ Les autres prestataires d’AT clés dans le cadre du C19RM incluaient le Partenariat Halte à la TB, la Société civile pour l’élimination du paludisme (CS4ME), le Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO) et MPact Global Action for Gay Men’s Health and Rights. Avec l’ICWEA, ces groupes font partie des 26 organisations de la société civile et réseaux de populations clés qui sont préqualifiés comme prestataires d’AT en matière de CDG pour la période de mise en œuvre 2021-2023. W4GF n’est pas l’un de ces 26 prestataires préqualifiés, mais a été inclus par l’IS CDG dans le processus de soutien du C19RM vu son expertise sur les enjeux liés au genre et aux femmes.

Pour être admissible à une AT de l'ICWEA, un pays devait répondre à tous les critères suivants : (a) une présence nationale de l'ICWEA, directement ou par le biais de partenaires; (b) faire partie des 13 pays prioritaires de l'IS CDG pour les adolescentes et les jeunes femmes;⁴ et (c) prévoir de soumettre sa demande de financement C19RM après la Période 1.⁵

Dans le cadre d'un processus de cartographie rapide pour déterminer quels pays recevaient une AT et à quelles fins spécifiques, W4GF et l'ICWEA ont communiqué avec des groupes de femmes dans plusieurs pays pour vérifier s'ils désiraient une AT et en avaient besoin. Parmi les quatre pays de l'étude de cas, le Cameroun, la Tanzanie et la Zambie ont également reçu une AT de la part d'autres partenaires comme le Partenariat Halte à la TB, mais aucun de ces processus d'AT n'était axé sur les femmes.

4 Les 13 pays prioritaires sont les suivants : Afrique du Sud, Botswana, Cameroun, Eswatini, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

5 Période 1 – 14 mai 2021; Période 2 – 31 mai 2021; Période 3 – 15 juin 2021; Période 4 – 30 juin 2021; Période 5 – 16 juillet 2021; Période 6 – 17 septembre 2021.

À PROPOS DE L'AT : QUELLE FORME D'AT A ÉTÉ FOURNIE ET COMMENT ÉTAIT-ELLE ORGANISÉE?

Le principal objectif de l'AT à court terme fournie dans les quatre pays par W4GF et l'ICWEA était le même dans tous les contextes : **aider les défenseuses de la santé et des droits des femmes et les prestataires de services à élaborer une liste de domaines et d'interventions prioritaires à inclure dans la demande de financement C19RM 2021 de leur pays**. Cette « liste de priorités » a ensuite été consolidée en un document détaillé d'environ cinq pages comprenant des données probantes et des analyses à l'appui des interventions et des domaines prioritaires demandés.

Au cours du processus d'AT, qui fut à la fois bref et intense, les mesures et les approches adoptées par les prestataires d'AT pour soutenir l'élaboration du document sur les priorités ont été très semblables dans tous les pays :

- › sensibiliser les bénéficiaires de l'AT au C19RM et aux autres structures et processus pertinents du Fonds mondial
- › souligner les points d'entrée et occasions clés pour les priorités des femmes dans le formulaire de demande de financement C19RM et les directives du Fonds mondial
- › faciliter la rédaction, l'examen, la révision et la soumission officielle du document sur les priorités à la CCM
- › élaborer une stratégie concernant les alliées et « championnes » clés, y compris des membres de l'équipe de rédaction nationale et de la CCM, qui sont bien placées pour faire en sorte que les priorités soient prises en compte et intégrées dans la demande de financement.

PROCESSUS DE PRESTATION DE L'AT

Malgré des objectifs principaux, des approches et des échéanciers identiques, les activités d'AT de W4GF et de l'ICWEA ont été mises en œuvre de manières différentes – la principale raison étant que le processus de W4GF avait été conçu dès le départ pour être plus bref et virtuel. Certaines de ces différences sont illustrées dans le Tableau 1.

Tableau 1	AT 'À COURT TERME'	
	W4GF	ICWEA
Au total, combien de jours ont été consacrés à l'AT?	3 jours par pays	12 jours par pays
Qui a fourni l'AT?	Consultante internationale avec expertise pertinente au Fonds mondial, au genre ainsi qu'à la santé et aux droits des femmes	Défenseuses locales des droits des femmes
Comment l'AT a-t-elle été fournie?	Seulement sous forme virtuelle	En personne et sous forme virtuelle
Quelle a été la durée de la séance d'AT principale?	Deux séances de deux heures	Un jour (Botswana); deux jours (Tanzanie)
Qui a préparé la première ébauche du document sur les priorités?	Consultante internationale, à l'aide des contributions de la rencontre initiale	Prestataires locales d'AT
Par quel processus a-t-on finalisé le document sur les priorités?	Supervision par un groupe plus petit (Cameroun); coordination par courriel (Zambie)	Rencontre de suivi avec le groupe complet
A-t-on utilisé un modèle pour préparer le document sur les priorités?	Oui	Non
Y avait-il d'autres championnes dans l'équipe de rédaction?	Au Botswana, au Cameroun et en Zambie, une membre de l'équipe de rédaction de la demande de financement C19RM du pays a participé à une partie ou à l'ensemble du processus d'AT	

IDENTIFICATION DES PARTICIPANTES

Dans chacun des quatre pays, le partenaire de la société civile qui a officiellement demandé ou soutenu l'AT était chargé d'identifier et d'inviter de potentielles participantes.⁶ L'objectif était de réunir un groupe aussi diversifié que possible, comprenant des femmes vivant avec le VIH, la TB et le paludisme et affectées par ces maladies; de jeunes femmes; des travailleuses du sexe; des femmes transgenres et des membres d'autres populations clés; et des femmes issues d'autres populations marginalisées et vulnérables, notamment de jeunes mères, des personnes vivant avec un handicap, des résidentes des régions minières et rurales du pays, etc. Aucune limite maximale ou minimale du nombre de participantes n'a été préalablement fixée,

6 Les partenaires de la société civile étaient les suivants : Botswana – Botswana Network on Ethics, Law and HIV/AIDS (BONELA); Cameroun – Health Development Consultancy Services (HEDECS); Tanzanie – Dignity and Well-being of Women Living with HIV in Tanzania (DWWT); Zambie – Community Initiative for Tuberculosis, HIV/AIDS and Malaria plus related diseases (CITAMplus).

mais un groupe de 20 femmes a été considéré comme suffisant pour assurer une diversité de voix, tout en étant assez petit pour permettre à chacune d'être entendue et d'obtenir des réponses. Dans plusieurs cas, comme en Zambie, on a tout simplement manqué de temps pour assurer la représentation de toutes les communautés.

ATTENTES ET CONTENU DES DOCUMENTS SUR LES PRIORITÉS

Tout au long du processus d'AT, on a rappelé aux participantes dans tous les pays que l'élaboration et la soumission d'un document sur les priorités des communautés de femmes étaient fortement encouragées par le Fonds mondial, qui a mis l'accent dans le C19RM sur le renforcement de l'implication des partenaires et des communautés.⁷ Dans ses directives, le Fonds mondial souligne que les investissements admissibles dans tous les domaines de financement du C19RM « devraient intégrer des activités transversales qui renforcent les réponses communautaires au COVID-19 ».⁸ Les directives exigent également que les CCM soumettent une liste complète des priorités de la communauté en annexe de la demande de financement, incluant à la fois les priorités intégrées dans la demande de financement et celles exclues.

Les documents sur les priorités issus des quatre processus d'AT présentent d'importantes similarités. Dans toutes les demandes figuraient des énoncés et des interventions visant à renforcer et à assurer l'implication des femmes dans la direction, la réalisation et le suivi de la prestation des services afin de réduire la vulnérabilité des femmes dans toute leur diversité devant le VIH, la TB, le paludisme et les principaux impacts du COVID-19, tels que la violence accrue à l'égard des femmes.

On constate toutefois des différences. Par exemple, le document sur les priorités du Cameroun insiste particulièrement sur la nécessité d'inclure, de joindre et de protéger les adolescentes et les jeunes femmes. En Tanzanie, les femmes vivant avec le VIH et les femmes handicapées reçoivent une attention particulière, y compris les adolescentes et les jeunes femmes. En comparaison avec les autres, la liste des priorités de ce pays comprend également un plus grand nombre d'énoncés et de propositions d'interventions concernant la réponse spécifique au COVID-19, comme l'accès aux tests et l'information sur la pandémie. En Zambie, les femmes des communautés minières, la santé mentale des femmes et le soutien financier des filles et des femmes à risque font l'objet d'énoncés plus détaillés.

7 <https://aidspan.org/en/c/article/5673>

8 Les trois domaines d'investissement admissibles sont : (1) les actions pour renforcer la riposte nationale au COVID-19; (2) l'adaptation des programmes de lutte contre le VIH, la TB et le paludisme au contexte du COVID-19; et (3) le renforcement des systèmes communautaires et de santé (voir <https://aidspan.org/en/c/article/5673>).

BONNE PRATIQUE : DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE DE QUALITÉ ET ACCESSIBLES

Les documents préalablement préparés par le Fonds mondial, W4GF et l'ICWEA se sont avérés utiles pour les personnes impliquées dans l'AT. Plusieurs participantes des quatre pays ont signalé que ces ressources supplémentaires accessibles avant l'AT avaient amélioré leur capacité d'implication. Par exemple :

W4GF a produit et disséminé au début mai 2021 un document de référence intitulé « Alerte d'action – Tout ce que les femmes doivent savoir sur la deuxième phase du mécanisme de réponse COVID-19 du Fonds mondial (C19RM) ». Peu après, W4GF a organisé des webinaires (en anglais, en français et en espagnol) pour expliquer le C19RM et en discuter. La plupart des répondantes à l'enquête de la présente étude de cas avaient lu cette alerte d'action et l'ont trouvée utile. La plupart des répondantes avaient également visionné les webinaires sur le C19RM et les ont trouvés utiles. Ces deux ressources portaient spécifiquement sur des enjeux liés au genre ainsi qu'à la santé et aux droits des femmes.

Avant le début de l'AT qu'elle soutenait, l'**ICWEA** a effectué un examen rapide des documents pertinents à l'impact du COVID-19 sur les femmes et les filles dans toute leur diversité, dans chacun des quatre pays. Ces informations ont ensuite été partagées avec les expertes techniques locales qui présentaient l'AT et avec les participantes.

Près de trois quarts des répondantes à l'enquête avaient lu au moins quelques informations du **Fonds mondial** sur l'occasion de financement du C19RM, y compris des notes d'orientation ou des documents de demande sur son site Web. Plus des deux tiers ont trouvé ces renseignements utiles. Ce commentaire d'une participante illustre à la fois l'utilité des directives et la pertinence d'accroître leur accessibilité :⁹

“ Les notes d'orientation ont été l'élément le plus utile, parce qu'elles expliquaient clairement ce qui pouvait être financé ou pas et elles aidaient à gérer les attentes. Cela dit, une fiche récapitulative (traduite si possible dans les dialectes locaux) ferait en sorte qu'il serait encore plus facile de s'y référer.”

9 Commentaire tiré de l'enquête en ligne, décembre 2021.

RÉCEPTION DE L'AT : ENTHOUSIASME GÉNÉRALISÉ, MALGRÉ CERTAINS DÉFIS LIÉS AU PROCESSUS

Selon la recherche sur laquelle s'appuie la présente étude de cas, la plupart des participantes et des prestataires de services ont une opinion positive de l'ensemble du processus d'AT, que ce soit son mode de prestation ou les enseignements tirés. Environ trois quarts des répondantes à l'enquête en ligne étaient fortement d'accord avec les affirmations « Je suis satisfaite des instructions et des conseils reçus lors de l'AT » et « J'ai appris plusieurs choses à propos de la demande de financement C19RM que je ne connaissais pas avant », et environ la moitié ont répondu de la même façon à l'affirmation « J'ai appris plusieurs choses à propos du genre et des droits humains que je ne connaissais pas avant ».

Des répondantes ont également signalé des défis et des lacunes du processus d'AT dans un ou plusieurs des quatre pays. Pratiquement toutes les répondantes ont souligné **le peu de temps alloué à la préparation de l'AT et à sa prestation**; il en est question dans la section « Enseignements tirés » de la présente étude de cas. Les autres défis signalés incluent :

- › Pour plusieurs, la participation virtuelle a été compliquée par l'accès limité à une connexion Internet suffisamment performante ou à des équipements utiles comme un téléphone intelligent de qualité. Plus de la moitié des répondantes à l'enquête ont dit avoir éprouvé des **problèmes techniques** pendant l'AT.
- › **La participation des femmes de régions rurales ou isolées** a été limitée dans certains pays par le manque d'accès à l'Internet ou de ressources pour se rendre dans les régions urbaines où avaient lieu les consultations en personne et y séjourner. Ces lacunes ont diminué la diversité générale des contributions. Avec plus de temps, les prestataires d'AT auraient pu organiser à l'avance l'envoi d'informations et de soutien ciblé afin de répondre à ces défis prévisibles.
- › Des **défis linguistiques** semblent avoir eu un certain impact négatif sur l'implication des participantes au Cameroun et en Tanzanie. Dans ces deux pays, l'AT a été fournie principalement en anglais, alors que certaines participantes étaient plus à l'aise en français (au Cameroun) ou en swahili (en Tanzanie). Dans

Bonne pratique : Appels hebdomadaires aux partenaires de la société civile

Le département CDG du Fonds mondial a organisé des appels de coordination hebdomadaires avec un large éventail de partenaires, de réseaux et de plateformes de la société civile qui fournissaient de l'AT. Des représentantes de différentes structures du Fonds mondial (y compris du Secrétariat et de la plateforme CCM) y ont offert des mises à jour et du dépannage sur une base régulière. Ces appels ont été considérés comme très utiles, car ils ont favorisé le partage d'informations, de progrès et de défis entre les différents processus d'AT – par exemple, W4GF a pu échanger des idées sur l'implication et le contenu avec ses collègues de l'ICWEA en Tanzanie, et vice-versa.

la plupart des cas, il s'agissait d'une complication plutôt que d'un obstacle – il a fallu s'assurer que les documents offerts uniquement en anglais soient traduits ou suffisamment expliqués dans l'autre langue.

- › Dans certains contextes d'AT, il a été difficile de s'assurer que les besoins identifiés et priorisés étaient **pertinents aux réalités du mécanisme C19RM**. Comme l'a indiqué W4GF dans un rapport à l'IS CDG du Fonds mondial peu après la fin de l'AT, « il a été difficile de trouver un juste milieu entre ce que les femmes identifiaient comme nécessaire à plus long terme, comme le renforcement de la capacité d'implication dans la mise en œuvre, et les limites de ce que le Fonds mondial peut soutenir par ces fonds d'urgence ». ¹⁰
- › Il a été complexe, voire impossible, de procéder efficacement à la **détermination des coûts/budgets**. L'un des facteurs en cause est le manque de temps alloué au processus. Une autre raison pour laquelle des participantes ont eu du mal à avancer dans la détermination des coûts est que les directives pertinentes du Fonds mondial n'étaient pas faciles d'accès – ce qui a été confirmé par des représentantes CDG du Fonds mondial.
- › La question des « **AT parallèles** » a été citée comme un facteur de confusion, notamment au Cameroun et en Tanzanie. Ces processus d'AT multiples, organisés et soutenus notamment par l'IS CDG du Fonds mondial et d'autres parties prenantes, visent à fournir des informations et à promouvoir l'inclusion dans le C19RM d'un éventail de communautés et d'enjeux. Dans certains pays, outre l'AT pour les communautés de femmes, une AT a été fournie à propos des droits humains et des enjeux touchant les jeunes et les personnes LGBTI+, entre autres. L'attente d'une meilleure coordination dans la prestation de ces types d'AT complémentaires n'a pas été remplie, selon certaines personnes interviewées dans le cadre de l'étude de cas. W4GF a travaillé fort pour répondre à cette préoccupation, notamment en organisant des appels de coordination avec TB Women, le Partenariat Halte à la TB, Civil Society 4 Malaria Elimination (CS4ME) et le Réseau mondial des jeunes vivant avec le VIH (Y+).

IMPACT ET RÉSULTATS DE L'AT : CONCLUSIONS ET OBSERVATIONS

DANS QUELLE MESURE LES PRIORITÉS DES FEMMES ONT-ELLES ÉTÉ INTÉGRÉES DANS LES SUBVENTIONS C19RM DE 2021?

Un indicateur clair de l'impact de l'AT est la mesure dans laquelle les documents sur les priorités des femmes ont été pris en considération dans les demandes de financement approuvées par le Fonds mondial. Ceci est difficile à évaluer, pour diverses raisons. D'une part, dans les demandes de financement, les énoncés qui font référence à la société civile, aux femmes, à la violence fondée sur le genre (VFG) et à d'autres importants domaines d'intérêt sont souvent larges et ne sont pas nécessairement liés à des activités spécifiques. D'autre part, tant que les budgets finaux basés sur les subventions approuvées par le Fonds mondial ne sont pas établis et rendus publics – ce qui n'était pas encore le cas au début janvier 2022 –, on ne peut savoir avec précision à quoi et à qui les fonds seront alloués.

Ce type d'information sur l'impact manquait également aux participantes à l'AT à la fin de l'année 2021, soit plusieurs mois après que les demandes de financement de tous les pays aient été finalisées et soumises au Fonds mondial. À la question de l'enquête en ligne concernant la **connaissance de l'inclusion des priorités dans la demande de financement C19RM**, plus de trois quarts des répondantes ont sélectionné la réponse suivante : « Je ne suis pas certaine. J'ai entendu dire que certaines de nos priorités ont été incluses, mais je ne l'ai pas constaté par moi-même. »¹¹ Les propos suivants d'une participante du Cameroun sont représentatifs des commentaires recueillis dans le cadre de la recherche : « Je ne sais pas ce qui s'est passé en fin de compte. Je n'ai pas vu le document avec les signatures, indiquant que c'est la version finale et qu'on peut consulter son contenu. »¹²

Des examens indépendants de versions préliminaires des demandes de financement C19RM dans plusieurs pays – dont trois des quatre pays de la présente étude de cas (Botswana, Tanzanie et Zambie) – ont révélé d'**importantes lacunes dans les interventions en matière de communauté, droits et genre**, même si les instructions pour les demandes de financement C19RM précisaient qu'elles devaient démontrer que ces activités et approches étaient prises en compte et intégrées autant que possible.

Une évaluation générale des ébauches de différents pays a relevé un « manque de données sur la VFG, et encore plus sur les violations de droits humains » de même que « des occasions manquées de relier les services pour les adolescentes et les jeunes femmes aux soins prénatals, à la VFG, à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR) et aux ITS, y compris le VIH ». [trad.]

Source: www.aidspace.org/en/c/article/5697

11 La question de l'enquête était la suivante : « Savez-vous si l'une des priorités ou l'un des domaines ou intérêts identifiés par les femmes lors de l'AT a été inclus dans la demande de financement C19RM soumise par votre pays? (Veuillez choisir une seule réponse.) » Les choix de réponses étaient les suivants : « (1) Oui, je sais que certaines de nos priorités et demandes ont été incluses dans la demande de financement soumise par la CCM »; « (2) Je ne suis pas certaine. J'ai entendu dire que certaines de nos priorités ont été incluses, mais je ne l'ai pas constaté par moi-même »; et « (3) Non, je ne sais pas si certaines de nos priorités et demandes ont été incluses dans la demande de financement ».

12 Interview de recherche pour la présente étude de cas, décembre 2021.

Une participante au processus d'AT de la Zambie a affirmé que certaines revendications des femmes avait été incluses dans la demande de financement, mais qu'on ne leur avait pas donné l'occasion d'examiner le document et de quantifier les inclusions. Selon cette même personne, l'une des principales lacunes dans son pays était le manque de financement et d'autres ressources pour permettre à la société civile de « faire un bilan » comprenant une analyse des lacunes et une discussion sur ce qui a bien ou moins bien fonctionné.

EXEMPLES D'INCLUSION ET D'INTÉGRATION

Annexe 2 expose certains résultats clés de l'analyse des demandes de financement C19RM des quatre pays effectuée dans le cadre de la présente étude de cas. Cette analyse des montants de financement vise à montrer comment et dans quelle mesure les priorités énoncées par les bénéficiaires de l'AT ont été incluses dans les propositions officiellement soumises par les CCM au Fonds mondial. Deux observations s'imposent : (1) la part du financement global réservée aux domaines d'intervention qui correspondent davantage aux priorités des participantes à l'AT est généralement limitée, dans tous les pays à l'exception du Botswana; et (2) ces fonds sont inclus de manière disproportionnée dans les demandes d'allocation « au-delà de la somme de base », ce qui signifie que les CCM considèrent ces domaines d'intervention comme étant moins importants.¹³

Au-delà des pourcentages et des chiffres de l'analyse, toutefois, l'impact de l'AT s'observe à divers degrés dans le langage et le contenu des demandes de financement. **Il est évident que les documents sur les priorités des femmes ont directement et indirectement influencé des décisions dans la rédaction des demandes.** Dans tous les pays, on constate que les demandes de financement reprennent intégralement des passages des documents sur les priorités ou reflètent de façon reconnaissable ce qui y était demandé.

Par exemple, la demande de financement du **Cameroun** inclut la mention suivante : « La présente demande de financement intègre des interventions visant à atténuer les effets du COVID-19 sur les violations de droits humains, la violence fondée sur le genre, la violence familiale, les autres formes de violence subies par des groupes vulnérables (personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres; travailleuses du sexe; personnes vivant avec des maladies chroniques, la TB, le VIH, le paludisme, etc.). Elle met l'accent sur le renforcement de la capacité des communautés à identifier et à documenter les violations de droits humains et la violence fondée sur le genre, de même que sur le renforcement de l'accès équitable aux mécanismes de prévention et de réponse à ces violations/violences. »

En **Zambie**, le document sur les priorités des femmes demandait un soutien financier pour renforcer les communications sur la VFG et pour les organisations de femmes. Or la demande de financement indique que la réponse « comprendra un investissement dans des réponses communautaires pour soutenir les femmes aux prises avec la VFG

¹³ Des informations sur la différence entre les allocations « de base » et « au-delà de la somme de base » sont accessibles sur le site Web du Fonds mondial, à <https://www.theglobalfund.org/fr/covid-19/response-mechanism/>.

ainsi qu'un plaidoyer pour que ces initiatives soient considérées comme des services essentiels et puissent continuer à répondre aux besoins des femmes victimes de violence – même en période de confinement » et cite l'intention de « renforcer les capacités des organisations de femmes en ce qui concerne la prévention de la VFG et la réponse à celle-ci ».

Toujours en Zambie, la demande de financement précise ceci : « Les bénévoles de la communauté (BC) sont un pilier du programme de lutte contre le VIH; par cette demande de financement, nous prévoyons de mobiliser des BC supplémentaires afin d'améliorer la prestation des services pour les [populations clés] et les populations prioritaires comme [les adolescentes et les jeunes femmes] et les enfants, dans la communauté, et de fournir une sensibilisation et une formation communautaires en matière de VFG. Nous comptons soutenir le travail des BC en leur versant une allocation et en répondant à leurs besoins de transports et de télécommunications, en plus de leur fournir des ÉPI [équipements de protection individuelle]. »

En **Tanzanie**, l'énoncé concernant le domaine d'intervention « communication des risques et implication communautaire » dans la demande d'allocation de base est pratiquement identique à celui du document sur les priorités : « [Les adolescentes et les jeunes femmes] et les organisations dirigées par des femmes (y compris les groupes dirigés par des paires) devraient être habilitées et priorisées dans la prestation d'une éducation et le développement de documents de communication pour créer une demande, sensibiliser et mobiliser dans la communauté et les établissements de santé. » Le document de la Tanzanie comporte également des cibles spécifiques touchant diverses interventions d'importance pour les femmes du groupe d'AT, notamment : « le nombre d'[adolescentes et de jeunes femmes] ayant bénéficié d'un ensemble déterminé de services de prévention du VIH passera de 11 000 en 2019 à 201 000 en 2023 » et « la VFG de la part de partenaires intimes masculins chez les femmes ayant été mariées passera de 39 % en 2016 à 10 % en 2024 ».

Une autre réalisation pertinente en Tanzanie est l'inclusion dans la demande de financement d'un énoncé sur les impacts directs des politiques défaillantes concernant le COVID-19, un élément qui était prioritaire pour la communauté des femmes du pays. La demande de financement inclut la mention suivante, à propos des défis rencontrés dans la réponse au COVID-19 à ce jour : « Coût élevé des tests de COVID-19 : l'incapacité des adolescentes, des jeunes femmes et des femmes vivant avec le VIH à obtenir des tests de COVID-19, qui sont coûteux, et à les payer, compromet leur accès au dépistage. Un test de COVID-19 coûte actuellement 100 \$ US. » En outre, dans le domaine d'intervention des laboratoires et des diagnostics, la demande de financement prévoit les activités suivantes : « Soutenir l'accessibilité et l'abordabilité des services de dépistage du COVID-19 » et « Exempter des frais pour le test de COVID-19 des groupes vulnérables spécifiques de la communauté, y compris (sans s'y limiter) les adolescentes et les jeunes femmes vulnérables, les personnes vivant avec le VIH, les populations clés et vulnérables, les enfants et les personnes âgées ».

Au **Botswana**, la demande de financement mentionne plusieurs activités et interventions spécifiques jugées prioritaires par les bénéficiaires de l'AT et leurs organisations de santé et de droits des femmes. Par exemple, toutes ces activités sont incluses dans la demande d'allocation de base :

- › « 54 moniteur(-trice)s communautaires ayant la capacité d'offrir et de soutenir des systèmes de référence et de répondre aux cas de VFG et de violations d'autres droits ainsi qu'aux cas de COVID-19, de VIH et de TB dans les districts » (demande de financement C19RM complète, domaine d'intervention du suivi communautaire)
- › « Formation sur les messages liés au COVID-19 à l'intention des travailleuses du sexe et sur les messages liés à la détection de la VFG » (activité reportée de la demande de financement C19RM 2020, domaine d'intervention de la communication des risques)
- › « Recherche des contacts pour les travailleuses du sexe » (activité reportée de la demande de financement C19RM 2020, domaine d'intervention de la surveillance – enquête épidémiologique et recherche des contacts)
- › « Soutien aux coûts de formation pour accélérer la lutte contre le COVID et la VFG ainsi que la PrEP » (activité reportée de la demande de financement C19RM 2020, domaine d'intervention de la lutte contre le VIH)
- › « Formation de 25 membres du personnel d'organisations de la société civile fournissant des services de lutte contre la VFG » et « Sensibilisation des populations clés et vulnérables, des adolescentes, des jeunes femmes et des personnes vivant avec le VIH, à la VFG, aux droits humains et aux parcours de services (au-delà des districts existants du Fonds mondial) » (demande de financement C19RM complète, domaine d'intervention de la violence fondée sur le genre et des soins post-violence).

AUTRES IMPACTS :

RENFORCEMENT DE L'IMPLICATION ET DES CAPACITÉS DES COMMUNAUTÉS DE FEMMES

Au-delà de l'inclusion dans les demandes de financement, d'autres types d'impacts sont significatifs pour la valeur du processus d'AT. La plupart ne sont pas quantifiables, mais relativement évidents. L'un des plus importants impacts est que **l'AT a contribué à renforcer la capacité des communautés de femmes dans les quatre pays à revendiquer l'augmentation et le maintien de services qui sont vitaux pour les femmes vivant avec le VIH, la TB, le paludisme, le COVID-19 et d'autres problèmes de santé et de bien-être, et qui y sont vulnérables**. Comme l'a noté une participante : « Sans l'AT, nous aurions eu du mal à communiquer efficacement nos idées. »¹⁴ Une autre a déclaré : « L'AT nous a encouragées à faire pression pour contribuer à la demande de financement. »¹⁵ Comme en témoignent ces propos, les informations et les compétences acquises au cours du processus peuvent soutenir les efforts de plaidoyer des femmes non seulement sur des questions liées au Fonds mondial dans leurs pays, mais également en faveur de leurs communautés aux échelons local, national et mondial.

14 Commentaire tiré de l'enquête en ligne, décembre 2021.

15 Commentaire tiré de l'enquête en ligne, décembre 2021.

Plus précisément, **le processus d'AT est très prometteur pour améliorer la qualité de la mise en œuvre des subventions C19RM**. En réfléchissant avec soin et de manière critique à leurs propres volontés et besoins et à ceux de leurs pairs, et en les énonçant dans le document sur les priorités, les participantes à l'AT ont ouvert la voie à une **responsabilisation de leurs CCM** pour qu'elles veillent à ce que les fonds du C19RM aient l'effet escompté décrit dans les demandes de financement. Cela suppose que de réels progrès seront accomplis pour répondre aux attentes exprimées dans les demandes de financement sur des enjeux comme la VFG, les interventions dirigées par les communautés et les femmes, etc.

“ Rassembler les priorités dans un document que vous pouvez partager et dans lequel vous pouvez puiser pour orienter la demande de financement est très utile pour le plaidoyer, car cela ajoute de la crédibilité, surtout lorsque l'allocation de votre pays est très faible et que les priorités concurrentes sont nombreuses. ”

—Une répondante à l'enquête du Botswana

Des observatrices du Cameroun ont salué la qualité des documents sur les priorités et ont fait allusion à leur influence potentiellement importante sur la demande de financement. Une consultante du pays a affirmé : « Ce qui en est ressorti était riche. Les priorités étaient réalistes. »¹⁶ Une autre a ajouté : « Compte tenu du grand nombre de demandes, il fallait être vraiment convaincantes pour que vos activités soient retenues. C'est pourquoi je pense que les documents étaient forts. »¹⁷

Le processus d'AT a également permis de **rassembler des communautés de femmes qui ne s'étaient que rarement ou jamais impliquées dans un tel travail**. Les consultations et le suivi collaboratif pour préparer les documents sur les priorités ont permis à plusieurs d'entre elles de se retrouver à la table pour la première fois, y compris des représentantes de groupes diversifiés comme les femmes transgenres, les femmes vivant avec un handicap et les jeunes femmes vivant avec le VIH ou la TB. Leurs voix et leurs contributions sont essentielles à ce que personne ne soit laissé pour compte ou marginalisé davantage; il est à espérer que leur participation à ces processus d'AT spécifiques au C19RM créera un précédent pour une implication soutenue à l'avenir.

Les personnes interviewées dans les quatre pays ont offert des observations positives sur le **caractère inclusif des processus d'AT**. Par exemple, la prestataire locale d'AT en Tanzanie a noté ce qui suit :¹⁸

“ Ce n'est habituellement pas comme ça que ça se passe. Je travaille dans cet espace de plaidoyer depuis plus de trois ans, et j'ai participé au processus de rédaction du Fonds mondial l'année dernière... et croyez-moi, je n'ai croisé personne au palier national qui se demandait ce que d'autres femmes pouvaient penser ou avoir à dire. Personne ne se souciait d'investir pour connaître le point de vue des jeunes femmes. C'est généralement une simple salle d'experts. Ainsi, le geste de l'ICWEA de fournir des fonds pour amplifier les voix des adolescentes, des jeunes femmes et des femmes vivant avec le VIH a été puissant, même si c'est arrivé un peu plus tard dans le processus. ”

16 Interview de recherche pour la présente étude de cas, décembre 2021.

17 Interview de recherche pour la présente étude de cas, décembre 2021.

18 Interview de recherche pour la présente étude de cas, décembre 2021.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

L'un des principaux constats tirés est que **l'AT à court terme comme celle de W4GF et de l'ICWEA peut influencer le contenu des demandes de financement C19RM**. Dans tous les pays, il est évident que les documents sur les priorités ont contribué directement aux décisions dans une certaine mesure; de nombreux passages de ces documents ont été repris intégralement dans les demandes de financement officielles.

Cependant, l'analyse des demandes de financement des quatre pays a souligné combien il peut être difficile de concilier les priorités des femmes et des communautés avec un impact maximal. L'un des messages incontournables et des enseignements à retenir est que **les CCM n'ont pas considéré comme vitales et essentielles de nombreuses priorités des femmes**, même si le Fonds mondial avait souligné l'importance des activités bénéficiant aux communautés et aux populations vulnérables et dirigées par celles-ci. Il ressort clairement de l'examen des demandes de financement qu'un nombre disproportionné d'activités et d'interventions clés dans la perspective des femmes a été placé dans le segment des demandes d'allocation au-delà de la somme de base. Ceci est préoccupant, car les activités au-delà de la somme de base sont considérées comme étant moins prioritaires que celles qui font partie des demandes d'allocation de base et ont beaucoup moins de chances de financement. En Zambie, par exemple, le montant de la demande d'allocation au-delà de la somme de base (524 387 \$ US) pour le domaine d'intervention de la réponse aux obstacles liés aux droits humains et au genre dans les services était pratiquement le triple de l'allocation de base (176 834 \$ US).

Cette préoccupation a été signalée par plusieurs personnes interviewées pour l'étude de cas. Une paire examinatrice de la demande de financement du Botswana a affirmé : « Il est dommage qu'autant d'activités de qualité en RSC [renforcement des systèmes communautaires] aient été placées dans l'allocation au-delà de la somme de base, alors qu'il reste un si grand nombre d'activités strictement COVID dans l'allocation de base – d'autant plus qu'on envisage l'implication de nombreuses communautés dans la mise en œuvre des activités. »¹⁹ Dans le cadre de l'enquête en ligne, une participante à l'AT du Botswana a souligné : « Il convient de noter toutefois que bon nombre des demandes ont été affectées à la demande d'allocation au-delà de la somme de base, ce qui n'est pas toujours une garantie; il faut donc examiner la situation et faire en sorte que ce soit l'exception et non la norme. Il faudra peut-être des mesures audacieuses, comme exiger un montant minimum pour les populations clés et vulnérables, y compris les adolescentes, les jeunes femmes et les femmes. »

Voici quelques-uns des autres enseignements tirés de la recherche effectuée pour la présente étude de cas :

- › **La rapidité et la temporalité de l'AT à court terme donnent lieu inévitablement à un processus qui ne peut répondre à toutes les demandes ou à tous les besoins.**

19 Interview de recherche pour la présente étude de cas, décembre 2021.

L'occasion de demander un soutien ciblé pour l'implication de la société civile dans le processus C19RM (accompagnée de notes d'orientation et d'autres documents) n'a été annoncée par le Fonds mondial qu'au début du mois d'avril, soit un peu plus d'un mois avant la première période de soumission (15 mai). Cela a donc laissé peu de temps pour renseigner les communautés sur ces occasions, pour amorcer des étapes importantes comme l'identification des participantes et des prestataires et pour gérer diverses considérations logistiques, même dans les pays qui ont soumis leurs demandes lors de périodes ultérieures. Autrement dit, les délais ont été très serrés entre la consultation initiale et la date limite de dépôt du document final sur les priorités.

Plusieurs participantes estiment que le processus d'AT a été trop court et trop peu complet. La majorité des répondantes à l'enquête sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec l'affirmation selon laquelle elles se sont senties bousculées par l'échéancier serré. Dans une proportion encore plus forte, soit plus de 80 %, elles sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord pour dire que l'AT a été trop brève et qu'elles auraient aimé profiter de plus de temps et de séances.

- › Le fait de disposer de **preuves pertinentes avant le processus d'AT** peut contribuer à accélérer l'établissement des priorités et à renforcer les résultats. Au Cameroun, plusieurs participantes avaient fait partie d'un groupe qui a effectué en 2020 des recherches sur l'accès des adolescentes et des jeunes femmes à des services clés liés au VIH et à d'autres services en matière de santé et de bien-être. Les obstacles observés dans cette recherche ont servi à renforcer la justification des interventions incluses dans le document sur les priorités.

Ce type de données sous-jacentes peut faire une grande différence, car l'un des principaux objectifs du C19RM est d'atténuer l'impact du COVID-19 sur les programmes de lutte contre le VIH, la TB et le paludisme, notamment pour les femmes et les filles. Ces impacts peuvent être mieux illustrés et saisis à l'aide de données et de preuves dans des domaines tels que la violence accrue à l'égard des femmes, le manque d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et la difficulté d'obtenir des tests et des traitements pour le VIH, la TB et le paludisme.

- › La présence de « **championnes** » dans des équipes de rédaction et des CCM peut faciliter le processus et ouvrir des portes importantes. Au Cameroun, la directrice du groupe de la société civile locale qui a officiellement demandé l'AT était la vice-présidente de la CCM. Au Botswana, l'experte locale qui a supervisé l'AT était à la fois membre de la CCM et de l'équipe de rédaction. Cela a permis d'assurer deux éléments dans ces pays : (1) que la rédaction et la mise en forme du document sur les priorités soient plus susceptibles de recevoir une réponse positive de la part de l'équipe de rédaction, et (2) que le document attire l'attention d'autres membres de la CCM, qui doit approuver et soumettre la demande de financement. Des bienfaits similaires ont été observés en Zambie, où la cheffe de l'équipe de rédaction de la société civile (laïque) a non seulement participé à la consultation initiale sur l'AT, mais également à la rédaction et à la finalisation du document sur les priorités.

- › Pour assurer la participation à part entière des femmes dans toute leur diversité, il peut être essentiel de faire en sorte que **toutes les participantes aient des connaissances adéquates sur le C19RM et le Fonds mondial en général**. Dans tout groupe de participantes à l'AT, il y aura des différences, parfois notables, dans la compréhension de base du C19RM et du Fonds mondial. Certaines participantes n'en connaîtront presque rien. Il est important de mettre à niveau leurs connaissances pour favoriser leur participation à part entière.

Ceci pourrait indiquer la nécessité de consacrer plus de temps aux notions de base en début d'AT, même si l'information n'est pas nouvelle pour tout le monde, ou d'organiser une séance « pré-AT » ou une brève rencontre spéciale pour les participantes qui ont des connaissances plus limitées. Une autre approche pour combler ces lacunes dès le début pourrait être d'encourager les participantes à examiner à l'avance certains documents de base (par exemple, les directives du Fonds mondial ou les alertes d'action de W4GF). De telles mesures pourraient rendre le processus global d'AT plus substantiel et plus efficace.

- › **La détermination des coûts est difficile et un soutien additionnel sera probablement nécessaire**. De nombreuses activités et interventions auxquelles les communautés de femmes accordent souvent la priorité, comme le renforcement de leur implication et de leur leadership, sont très difficiles à chiffrer. Il n'est pas réaliste d'attendre des participantes qu'elles soient en mesure d'effectuer ces calculs de manière complète et efficace dans le cadre d'un processus d'AT à court terme, surtout en l'absence de directives faciles à comprendre ou d'une formation adéquate pour les prestataires d'AT.

Le recours à des expertes externes pour évaluer le coût des activités et interventions préférentielles, comme on l'a fait au Cameroun, pourrait contribuer à répondre à cette préoccupation. Compte tenu des contraintes de temps liées à l'AT à court terme, de telles solutions pourraient s'avérer utiles en libérant plus de temps pour la collecte et l'analyse des données et pour le soutien.

- › **Le contexte importe, dans la rédaction et la présentation des documents sur les priorités**. W4GF a préparé un modèle à utiliser pour la préparation des documents au Cameroun et en Zambie. Ce modèle a été considéré comme un avantage par plusieurs, car il offrait une structure prédéterminée pour inscrire les activités prioritaires et un langage standard que les rédactrices des documents pouvaient adapter. Cependant, d'aucunes ont exprimé la crainte que de tels modèles puissent indûment affaiblir la crédibilité d'un document sur les priorités si l'équipe de rédaction du C19RM le percevait comme une approche générique ou « à l'emporte-pièce » qui ne tient pas compte complètement du contexte spécifique et des voix distinctes des femmes locales. Ces deux perspectives démontrent que, dans chaque contexte, les prestataires d'AT et les participantes devraient réfléchir soigneusement au format, à l'approche, au langage et au ton les plus propices à influencer positivement l'équipe de rédaction et la CCM.

- › **Le processus d'AT ouvre la voie à des possibilités d'implication plus significative des femmes et des filles dans les systèmes et structures du Fonds mondial.** Dans leurs discussions et documents sur les priorités, les participantes de certains pays (par exemple, la Zambie) ont demandé que les CCM réservent des sièges aux femmes et aux populations clés, tandis que des Camerounaises ont demandé que les adolescentes et les jeunes femmes fassent partie des points focaux désignés dans les futurs processus nationaux du Fonds mondial. Les femmes de ces pays et d'autres endroits où W4GF a fourni une AT estiment que, dans l'ensemble, le nombre de femmes et de membres des populations clés au sein de la CCM est insuffisant pour représenter un groupe aussi diversifié. Par exemple, le Cameroun est l'un des 13 pays prioritaires du Fonds mondial pour ce qui concerne les adolescentes et les jeunes femmes, mais aucune jeune femme ne siège actuellement à sa CCM ou ne joue le rôle de point focal chargé de consulter les communautés sur l'élaboration de la subvention C19RM du pays.

RECOMMANDATIONS

À la lumière des résultats de la recherche, les recommandations suivantes – y compris les enseignements tirés (qui incluent des suggestions) – sont adressées au Fonds mondial. Certaines recommandations ciblent spécifiquement les processus d'AT comme ceux fournis par W4GF et ICWEA pour le financement C19RM 2021, tandis que d'autres concernent l'implication plus large des femmes et des filles auprès du Fonds mondial dans leurs pays.

- › **Accorder plus de temps aux processus d'AT** afin de permettre une implication à part entière des communautés, quelle que soit la période choisie par le pays.
- › **Élargir la portée et l'ampleur de l'AT pour que l'implication soit renforcée et continue.** Ceci pourrait inclure de financer un plus grand nombre de jours d'AT; de rendre obligatoires ou d'encourager fortement les réunions locales en personne (pourvu que les conditions locales le permettent pendant la pandémie); et de faire en sorte que le processus d'AT couvre l'ensemble du processus de rédaction de la demande de financement et ne se limite pas à l'établissement et à la proposition de priorités.
- › **Veiller à ce que tous les documents finaux associés au processus d'AT soient facilement et régulièrement accessibles à toutes les parties impliquées.** Ceci est important afin de développer et de maintenir l'appropriation, de partager des expériences dans divers contextes et de renforcer l'intérêt et les capacités des femmes et des filles (y compris la responsabilisation face à la mise en œuvre de la subvention C19RM). Dans le cadre de cet effort, le Fonds mondial devrait rappeler à tous les pays auteurs de demandes de financement C19RM qu'ils devraient au minimum partager leurs demandes finales de financement approuvées (incluant les budgets détaillés) avec les communautés, y compris les défenseuses des droits des femmes.
- › **Développer des conseils clairs et détaillés sur le calcul des coûts, spécifiquement pour les communautés, qui soient accessibles au public et mis à jour régulièrement.** Entre autres éléments clés, cela pourrait inclure des renseignements et des exemples concernant le calcul des coûts des activités de suivi réalisées par les communautés ainsi que la budgétisation et la précision des coûts dans une perspective qui tient compte du genre.
- › **Investir dans des réseaux mondiaux de femmes qui se concentrent sur les enjeux et les développements liés au Fonds mondial et qui en discutent régulièrement.** Il est essentiel d'établir, parmi les femmes au palier local, une base solide de capacités et d'intérêt à s'impliquer dans le Fonds mondial. Des groupes comme W4GF, l'ICWEA et d'autres rehaussent sans cesse la connaissance et la compréhension du Fonds mondial parmi les femmes et les filles à travers le monde. Une meilleure capacité à communiquer des informations essentielles à un plus grand nombre de femmes accroîtra l'efficacité du travail et de

l'implication des intervenantes locales dans les processus d'AT et des activités plus générales du Fonds mondial dans leurs pays.

- › **Explorer des moyens de garder les femmes informées et impliquées après la fin de l'AT.** Les processus d'AT étaient limités dans le temps, se terminant au moment de la soumission officielle des documents sur les priorités à la CCM. Aucune mesure de suivi ou ressource n'avait été prévue pour que les participantes à l'AT soient informées de la mesure dans laquelle leurs priorités seraient intégrées aux demandes de financement. C'est l'une des raisons pour lesquelles tant de bénéficiaires de l'AT ignoraient toujours l'impact réel de ces documents importants plusieurs mois après s'être réunies pour les rédiger, voire après que le Fonds mondial ait envoyé les lettres d'approbation officielles aux CCM.

Cette occasion manquée de développer et de renforcer le plaidoyer et l'implication des communautés de femmes est préoccupante. De nombreuses participantes abandonneront, ce qui est compréhensible, si elles ne se sentent pas valorisées ou ne voient pas de moyen clair de s'impliquer davantage et de continuer à participer au processus complet. Par exemple, en Tanzanie, lors de la rencontre de rétroaction, des participantes ont dit qu'elles souhaitent participer à la mise en œuvre, mais qu'elles n'avaient plus entendu parler du processus auquel elles avaient pris part. Une prestataire d'AT sur place a résumé la réaction des participantes comme suit : « C'est frustrant de voir que les gens ne vous cherchent que lorsqu'ils ont besoin de vos idées et de vos solutions, puis qu'ils disparaissent jusqu'à la prochaine fois où ils vous appellent pour vous rencontrer. »²⁰ Les conséquences de la perte de voix et d'apports importants s'observent dans les résultats de l'enquête en ligne, qui indiquent que la moitié des répondantes sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec l'affirmation suivante : « Je me suis impliquée au début, mais je n'ai pas continué après la fin de l'AT ».

Des répondantes à la recherche pour la présente étude de cas ont proposé comme solution que **le Fonds mondial et ses partenaires investissent dans trois domaines complémentaires en vue d'une implication élargie et continue des participantes à l'AT** : (1) faire en sorte qu'au moins certaines participantes à l'AT puissent s'impliquer à toutes les étapes du processus du C19RM, y compris la mise en œuvre, l'examen et le suivi; (2) établir un mécanisme pour informer les communautés de femmes de ce qui s'est passé et des façons de s'impliquer à l'avenir; et (3) évaluer en détail et sans tarder l'impact de ce type d'AT.

L'équipe souligne l'importance des considérations suivantes dans la prestation d'une AT urgente et à court terme :

- › Tous les paramètres et tous les résultats attendus du travail devraient être définis avec les parties ayant demandé l'AT, même si l'échéancier est serré.
- › La prestataire de l'AT devrait avoir les coordonnées complètes de toutes les personnes qui participeront à l'AT.
- › Un processus clair doit être établi pour identifier les participantes et assurer une large représentation des femmes dans toute leur diversité.
- › L'échéancier devrait être clairement défini et le groupe devrait savoir exactement qui soumettra le document sur les priorités à la CCM.
- › Tout obstacle à la participation virtuelle devrait être résolu dès le début, y compris les besoins en matière d'interprétation.
- › Un temps suffisant devrait être alloué aux réflexions verbales et écrites à propos du document sur les priorités.
- › Plus de temps devrait être consacré au renforcement des connaissances de base sur le Fonds mondial, selon les besoins.
- › Additional time should be built in to strengthen the knowledge base around the Global Fund as it is needed.

ANNEXE 1

MÉTHODOLOGIE

La recherche pour cette étude de cas a été réalisée en décembre 2021 et janvier 2022. Elle comprenait les éléments suivants :

- › Un examen des documents pertinents, notamment les demandes de financement C19RM 2021 et des informations connexes sur le site Web du Fonds mondial.
- › Des interviews virtuelles (via Zoom) avec 14 personnes, y compris des participantes au processus d'AT dans les quatre pays étudiés, des prestataires et collaboratrices de l'AT, du personnel du Fonds mondial impliqué dans les efforts d'AT concernant le C19RM, et des expertes indépendantes ayant examiné et évalué les demandes de financement C19RM. Trois interviews avec des personnes parlant le swahili ont été réalisées en présence d'une interprète; les autres se sont déroulées en anglais.
- › Une enquête en ligne auprès de l'ensemble des participantes à l'AT dans les quatre pays.

Les limites et les défis de la recherche incluaient :

- › Les connexions Internet ont été problématiques lors de certaines interviews, une situation qui a forcé par moments l'abandon de plusieurs appels.
- › De nombreuses répondantes potentielles ne travaillaient pas ou n'ont pu être jointes pendant plusieurs semaines à cause des fêtes de fin d'année.
- › La recherche s'est déroulée pendant une vague de COVID-19 (provoquée par l'émergence du variant Omicron) en Afrique australe. Des répondantes clés dans certains pays ont été affectées directement ou indirectement par le virus et n'ont donc pas pu fournir des commentaires en temps opportun (ou en fournir du tout).
- › Les comparaisons directes entre pays sont limitées dans une certaine mesure par un manque de documentation uniforme. Par exemple, au début du mois de janvier 2022, le site Web du Fonds mondial (par le biais de sa fonction [Data Explorer](#)) offrait des informations sur les demandes de financement C19RM 2021 du Botswana, de la Tanzanie et de la Zambie, mais pas du Cameroun.

ANNEXE 2

INSTANTANÉ DE L'IMPACT : ANALYSE DES DEMANDES DE FINANCEMENT SOUMISES PAR LES CCM

Malgré les limites liées à la mesure de l'impact de ce type d'AT à court terme, il est possible d'en brosser un portrait général en examinant les demandes de financement soumises par les CCM au Fonds mondial. Le Tableau 1 ci-dessous présente un instantané de l'information tirée des demandes de financement des quatre pays, indiquant la part et le montant des ressources financières susceptibles d'être allouées aux interventions et activités figurant dans les documents sur les priorités des femmes. On y compare le montant total dans les catégories « allocation de base » et « allocation au-delà de la somme de base » des demandes de financement, avec le pourcentage de ce montant affecté à une sélection de domaines d'intervention plus directement liés aux priorités des femmes.²¹

Les comparaisons et les informations ne sont pas exactes pour diverses raisons, notamment le fait que des activités dans différents domaines d'intervention pourraient contribuer à la réalisation des priorités identifiées par les participantes à l'AT dans chaque pays. Mais ces domaines d'intervention (ou « modules ») sélectionnés du formulaire de demande de financement sont ceux dans lesquels se trouvent la plupart des références directes aux enjeux prioritaires des femmes. Aux fins de la présente étude de cas, ils servent à estimer ce qui pourrait être obtenu dans le cadre d'une subvention C19RM – mais il faut retenir que même dans ces domaines clés, les interventions qui répondent spécifiquement aux priorités des participantes à l'AT risquent de ne constituer qu'une faible part du total.

Un autre signe d'impact s'observe en **examinant plus précisément deux domaines d'intervention des formulaires de demande de financement qui semblent absolument essentiels et pertinents aux priorités des femmes** : la prévention de la violence fondée sur le genre (VFG) et les soins post-violence; et la réponse aux obstacles liés aux droits humains et au genre dans les services. La part de financement proposée dans ces domaines est généralement assez faible, sauf au Botswana :

- › Botswana – part combinée de ces deux domaines d'intervention dans le financement : 9,38 % de l'allocation de base; 4,15 % de l'allocation au-delà de la somme de base.
- › Cameroon – part combinée de ces deux domaines d'intervention dans le financement : 0,28 % de l'allocation de base; 3 % de l'allocation au-delà de la somme de base, mais aucune somme pour le domaine de la prévention de la VFG
- › Tanzanie – part combinée de ces deux domaines d'intervention dans le financement : 1,17 % de l'allocation de base; 0 % de l'allocation au-delà de la somme de base, puisqu'aucun des deux domaines n'y est mentionné
- › Zambie – part combinée de ces deux domaines d'intervention dans le financement : 2,78 % de l'allocation de base; 7,36 % de l'allocation au-delà de la somme de base

²¹ Des informations sur la différence entre les allocations « de base » et « au-delà de la somme de base » sont accessibles sur le site Web du Fonds mondial, à <https://www.theglobalfund.org/fr/covid-19/response-mechanism/>.

Tableau 2 Poids des priorités des femmes dans les demandes de financement C19RM 2021 : illustrative²²

	Montant de l'allocation de base (\$ US)	% du montant de l'allocation de base pour les domaines d'intervention où la plupart des enjeux prioritaires sont susceptibles de figurer [*]	Montant de l'allocation au-delà de la somme de base (\$ US)	% du montant de l'allocation au-delà de la somme de base pour les domaines d'intervention où la plupart des enjeux prioritaires sont susceptibles de figurer [*]
Botswana^{***}	3,077,191 \$	18,89 % pour les domaines « principaux »; 34,59 % avec l'ajout des « domaines clés supplémentaires »	5,451,904 \$	17,86 % pour les domaines « principaux »; 30,24 % avec l'ajout des « domaines clés supplémentaires » ^a
Cameroun	37,499,385 € ^{**}	1,11 % pour les domaines « principaux »; 5,76 % avec l'ajout des « domaines clés supplémentaires »	36,402,805 € ^{**}	7,64 % pour les domaines « principaux »; 11,36 % avec l'ajout des « domaines clés supplémentaires »
Tanzanie	88,090,579 \$	4,67 % pour les domaines « principaux »; 15,76 % avec l'ajout des « domaines clés supplémentaires »	149,797,428.68 \$	4 % pour les domaines « principaux »; 11,35 % avec l'ajout des « domaines clés supplémentaires »
Zambie	47,286,705 \$	4,21 % pour les domaines « principaux »; 13,95 % avec l'ajout des « domaines clés supplémentaires » ^c	83,887,665 \$	8,62 % pour les domaines « principaux »; 29,25 % avec l'ajout des « domaines clés supplémentaires » ^b

- * Les « principaux » domaines d'intervention sélectionnés sont le renforcement des capacités institutionnelles des organisations communautaires; le plaidoyer et la recherche dirigés par la communauté; le suivi dirigé par la communauté; la mobilisation sociale; la prévention de la violence fondée sur le genre (VFG) et les soins post-violence; et la réponse aux obstacles liés aux droits humains et au genre dans les services. Les domaines d'intervention « clés supplémentaires » sont les programmes de lutte contre le VIH; les programmes de lutte contre la TB; les programmes de lutte contre le paludisme; et la communication des risques.
- ** Ce qui équivalait à environ 42,8 millions \$ (allocation de base) et à 41,5 millions \$ (allocation au-delà de la somme de base) en date de janvier 2021
- a Plus de la moitié du total concerne deux domaines d'intervention en particulier – la mobilisation sociale et les programmes de lutte contre le VIH.
- b La vaste majorité concerne deux domaines d'intervention en particulier – les programmes de lutte contre la TB et les programmes de lutte contre le paludisme.

c Plus d'un tiers concerne un seul domaine d'intervention – les programmes de lutte contre le paludisme.

*** La demande de financement du Botswana répartit en deux catégories les montants de financement proposés dans différents domaines d'intervention : la demande de financement complète pour 2021 et les montants reportés de 2020. Les « principaux » domaines d'intervention indiqués dans ce tableau représentent 18,89 % de la demande de financement pour 2021 et une part pratiquement trois fois plus grande (53,85 %) des montants reportés de 2020. Les domaines d'intervention « clés supplémentaires » représentent 15,7 % de la demande de financement complète pour 2021 et 29,19 % des montants reportés de 2020. Ces différences majeures – avec des parts aussi élevées dans les montants reportés – témoignent d'une incapacité disproportionnée du Botswana à financer en 2020 des activités et interventions susceptibles d'avoir une valeur et une importance particulières pour les communautés de femmes participant à l'AT. Il convient également de noter qu'une seule intervention, soit la mobilisation sociale, accapare plus d'un tiers de la part de 18,89 % de la demande de financement complète de 2021, et plus de trois quarts de 53,85 % des montants reportés de 2020.

Sources:

Site Web du Fonds mondial, consulté le 14 décembre 2021, pour les demandes de financement complètes C19RM 2021 du Botswana, de la Tanzanie et de la Zambie; demande de financement complète C19RM 2021 du Cameroun partagée par une membre de l'équipe de rédaction après la soumission au Fonds mondial et l'avis d'approbation officielle de la subvention. Les informations sur les montants et les parts des domaines d'intervention de la Tanzanie et de la Zambie sont tirées des documents de budget sommaire disponibles sur le site Web du Fonds mondial (consultés le 14 décembre 2021); pour le Cameroun et le Botswana, des informations similaires ont été calculées à partir du formulaire de la demande de financement complète, car les documents de budget sommaire n'étaient pas disponibles sur le site Web du Fonds mondial au moment de la recherche. La comparaison de base entre les quatre pays est par conséquent inexacte, puisque les résultats de la Zambie et de la Tanzanie tiennent compte de ce que le Fonds mondial n'a finalement pas accepté de financer, tandis que les résultats du Cameroun et du Botswana utilisés ici sont basés sur la demande finale de financement (et ne tiennent donc pas compte de ce qui n'a pas été approuvé pour financement officiel). Cette distinction est importante, car les montants totaux que le Fonds mondial a déclaré ne pas pouvoir approuver dans les demandes de financement complètes sont assez importants dans certains cas – par exemple, 6 825 635 euros (7,8 millions de dollars) au Cameroun et 12 220 837 dollars en Zambie. En revanche, dans tous les pays, les interventions et domaines de travail « non approuvés » concernaient presque exclusivement des éléments peu susceptibles d'être liés aux priorités des femmes, comme l'achat de produits COVID-19, de véhicules, etc.